

ÉDITION 2023

# L'état d'internet en France

RAPPORT  
D'ACTIVITÉ

TOME 3

# La parole à



## BARBARA VAN SCHEWICK

*Professeure de droit et directrice du Centre Internet et Société - École de droit de Stanford*

### CONTRAIREMENT AUX APPARENCES, LE DÉBAT SUR LA NEUTRALITÉ DU NET N'EST PAS TERMINÉ AUX ÉTATS-UNIS

La plupart des régulateurs européens savent que la Commission fédérale des communications (FCC) a abrogé la neutralité du net en 2017 sous l'administration Trump. Cependant, la législation de certains États américains et l'élection du président Biden ont empêché les fournisseurs d'accès à internet (FAI) d'adopter de nombreuses pratiques discriminatoires qui ne sont plus interdites au niveau fédéral.

Les États-Unis ont toujours eu une certaine forme de neutralité du net. Dès que les FAI ont commencé à utiliser l'inspection de contenu particulier (DPI) pour bloquer et discriminer, la FCC est intervenue, au cas par cas, pour préciser que ces pratiques étaient illégales.

En 2010, la FCC a adopté des mesures qui protègent la neutralité du net, qui incluent la fin des frais de terminaisons, une pratique qui consiste à demander aux fournisseurs de contenu (FCA) de payer les FAI. En 2015, la FCC a renforcé ces protections et reclassé les FAI en tant que transporteurs publics.

Après l'abrogation de 2017, de nombreux États américains ont adopté des mesures en faveur de la neutralité du net. En particulier, la Californie a rétabli l'ensemble des protections de la neutralité de l'internet en place avant l'abrogation. Elle a procédé en reprenant les règles fédérales de 2015 ainsi que le texte d'application de ces normes de la même année. Cette démarche est similaire à l'adoption d'une loi européenne en incorporant le règlement internet ouvert et les lignes directrices du BEREC.

Cela signifie que la Californie dispose de la loi de référence en matière de neutralité du net aux États-Unis. En raison de son importance économique – à peu près celle de l'Allemagne – les actes de la Californie ont un retentissement au-delà de ses frontières. Les FAI ont contesté cette loi devant les

tribunaux, mais elle a survécu. La Californie est désormais libre de l'appliquer, et d'autres États américains peuvent faire de même.

L'administration Biden s'est engagée à rétablir la neutralité du net au niveau fédéral. Toutefois, le candidat du président Biden à la FCC doit obtenir l'approbation du Sénat et les FAI ont empêché sa nomination jusqu'à présent.

Que peut encore apprendre l'Union européenne des États-Unis ?

Alors que les plus grandes entreprises de télécommunications proposent à nouveau d'obliger les services en ligne de les payer, l'Europe peut tirer des leçons de l'expérience américaine.

L'interdiction faite aux FAI de facturer les sites web pour la fourniture du trafic demandé par leurs clients est une protection essentielle de la neutralité de l'internet. Les plus grands opérateurs de télécommunications européens affirment que les frais de terminaison d'appel ne violeront pas la neutralité du net, mais ce n'est pas possible.

L'idée est apparue pour la première fois en 2005 lorsque le PDG d'AT&T a déclaré à la presse qu'il n'allait pas laisser Google et Yahoo utiliser ses tuyaux gratuitement. Cette déclaration a déclenché une tempête dans les médias et a incité le Congrès à adopter la première loi sur la neutralité du net. C'est aussi la raison pour laquelle l'ordonnance de 2010 de la FCC sur la neutralité du net a explicitement interdit de telles pratiques, les considérant comme une forme de blocage.

Les débats sur les frais de terminaison sont réapparus en 2012 lorsque les cinq plus grands FAI ont trouvé une faille dans les règles de 2010 et ont commencé à forcer les entreprises en ligne à les payer en refusant de réduire la congestion aux points d'interconnexion où les données pénètrent dans les réseaux des FAI.

Tout site web qui refusait de payer était rendu pratiquement inutilisable. Les FAI cessaient tout simplement d'améliorer les connexions à leur réseau. Pendant des années, des dizaines de millions d'utilisateurs, qui payaient pour leur accès à l'internet, n'ont pas pu utiliser internet de manière fiable pendant les heures de pointe. Le télétravail a été sérieusement perturbé, les vidéos ne passaient pas et les jeux en réseaux étaient bloqués.

La congestion n'a pris fin que lorsque les entreprises ont payé les péages demandés, qui dépassaient de loin le coût de déploiement de la connexion. Les plus grandes plateformes en ligne n'ont pas eu à en souffrir, car elles ont rapidement payé, réalisant ainsi qu'elles consolidaient leurs positions dominantes. Les petites et moyennes entreprises qui n'ont pas voulu payer ou qui n'en avaient pas les moyens ont été éjectées du marché.

Les frais de terminaison réseaux ont également faussé la concurrence entre les FAI. Seuls les FAI les plus importants étaient en mesure de faire payer les FCA, et plus ils avaient de clients plus ils pouvaient exiger une redevance élevée. Les FAI les plus importants disposaient ainsi d'un avantage encore plus important sur leurs plus petits concurrents.

Les demandes de paiement et la congestion n'ont cessé qu'en 2015 lorsque la FCC a interdit de contourner la neutralité du net au point d'interconnexion tout en continuant d'interdire les frais de terminaison. La Californie a adopté les mêmes interdictions pour empêcher le retour des perturbations.

Il serait bienvenu que la Commission européenne comprenne ce qui s'est passé aux États-Unis avant d'imposer des frais de terminaison.